

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.483/2
DU 27 AVRIL 2011

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'État, adjoint au Ministre de la Justice, le 5 avril 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « relatif à la forme de la licence de classe G1, aux modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence de classe G1, aux modalités de fonctionnement et d'administration des jeux médias, étant entendu que la comptabilité relative à toutes les activités ayant trait aux jeux doit être tenue distinctement », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Examen du projet

Intitulé

Il est conseillé de donner à un acte un intitulé clair, précis, complet et concis. Il doit permettre au lecteur de cerner immédiatement l'objet de l'acte¹.

L'intitulé du projet examiné (« arrêté royal relatif à la forme de la licence de classe G1, aux modalités d'introduction et d'examen des demandes de licences de classe G1, aux modalités de fonctionnement et d'administration des jeux médias, étant entendu que la comptabilité relative à toutes les activités ayant trait aux jeux doit être tenue distinctement ») doit pouvoir être amélioré au niveau de la concision. Il n'est ainsi pas nécessaire de rappeler que l'habilitation qui sert de fondement au projet prévoit que la comptabilité relative à toutes les activités ayant trait aux jeux doit être tenue distinctement.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 14.

Un intitulé ne peut pas donner l'impression que son objet est plus large qu'il ne l'est réellement. À cet égard, l'usage des mots « des jeux médias » peut laisser penser qu'il concerne l'ensemble des jeux médias alors que le projet examiné concerne seulement les jeux médias exploités par les titulaires d'une licence de classe G1, c'est-à-dire dans le cadre de programmes télévisés au moyen de séries de numéros du plan belge de numérotation et qui forment un programme complet de jeu et pas ceux exploités via un autre média ².

L'intitulé du projet pourrait être, compte tenu de l'intérêt d'avoir une similitude dans les intitulés des différents arrêtés qui concernent les différentes classes de licences, « arrêté royal concernant la forme de la licence de classe G1, les modalités d'introduction et d'examen des demandes de licences de classe G1 ainsi que les obligations auxquelles doivent satisfaire les titulaires de cette licence ».

Dispositif

Articles 1^{er}, 2 et 4

Aux articles 1^{er}, 2 et 4, le projet utilise les mots « par lettre recommandée ». Il y a lieu d'utiliser une terminologie conforme à la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques, le recommandé électronique et les services de certification telle qu'elle sera en vigueur au plus tard le 30 juin 2011 ³, c'est-à-dire « un envoi postal recommandé », ce qui permet également de faire apparaître plus clairement la distinction faite par le projet entre ce type d'envoi et la procédure électronique.

Article 3

1. L'article 3 du projet prévoit que la Commission des jeux de hasard peut éventuellement imposer des conditions supplémentaires lorsqu'elle autorise des jeux.

² L'article 2, 8°, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs définit le mot média comme suit : « toute station de radio ou de télévision et tout quotidien ou périodique dont le siège social de l'exploitant ou de l'éditeur est établi dans l'Union européenne ».

³ Ces dispositions figurent aux articles 38 à 52 de la loi du 13 décembre 2010 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges et modifiant la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification. En vertu de l'article 57, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi précitée du 13 décembre 2010, elles entrent en vigueur le 30 juin 2011. Toutefois, l'alinéa 2 de l'article 57 de la loi précitée du 13 décembre 2010 permet au Roi de fixer une date d'entrée en vigueur antérieure.

Pour admettre que l'octroi d'autorisations soit confié à une autorité administrative autonome sans contrôle d'opportunité exercé par une autorité politiquement responsable, il convient, à tout le moins, que les critères à prendre en considération pour délivrer ces autorisations soient définis de telle manière que le pouvoir ainsi reconnu ne recèle que peu d'éléments d'appréciation ⁴.

Les mots « éventuellement en imposant des conditions supplémentaires » doivent donc être omis.

2. Il y a lieu d'écrire « pour lesquels la licence est octroyée » et pas « pour lesquels la licence sera octroyée ».

Article 5

1. À l'alinéa 1^{er} de l'article 5, les mots « des jeux de hasard » doivent être omis car, selon l'article 1^{er}, les mots « la Commission » désignent dans le projet « la Commission des jeux de hasard ».

2. Il serait plus correct d'écrire que le titulaire de la licence peut demander d'exploiter d'autres jeux que ceux couverts par sa licence et qu'elle est complétée par les nouveaux jeux autorisés au lieu de prévoir que le titulaire demande « de faire figurer de nouveaux jeux sur la licence ».

Chapitre 3

Dans l'intitulé du chapitre 3, il y a lieu d'omettre les mots « étant entendu que la comptabilité relative à toutes les activités ayant trait aux jeux doit être tenue distinctement ».

⁴ Voir l'avis 34.627/2 donné le 19 mars 2003 sur le projet devenu le décret du 22 octobre 2003 portant assentiment à l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française (*Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 2002-2003, n° 445/1).

Article 6

1. La première phrase de l'article 6, à savoir « Le titulaire de la licence s'engage vis-à-vis de la Commission des jeux de hasard à endosser l'entière responsabilité du contenu de la licence de classe G1 », doit être omise. Le titulaire de la licence est responsable de l'organisation des jeux conformément à la réglementation en vigueur sans qu'il soit nécessaire qu'il s'engage à en endosser la responsabilité.

2. S'il est admissible que, comme il est écrit à la deuxième phrase, le titulaire de la licence soit tenu de conclure « avec les opérateurs, les entreprises facilitatrices et les organisateurs un protocole qui règle leur collaboration », il va de soi que pareil protocole ne pourrait délier le titulaire de la licence de sa responsabilité.

Article 8

Il y a lieu d'écrire « tient une comptabilité » et pas « doit tenir une comptabilité ».

Article 9

Le délai de dix jours qui doit séparer, en principe, la publication au Moniteur belge de l'entrée en vigueur a pour but de permettre, aux destinataires de la norme d'en prendre connaissance dans un délai raisonnable. La section de législation n'aperçoit pas en l'espèce à quelle nécessité répondrait l'entrée en vigueur immédiate de l'arrêté en projet.

Article 10

La section de législation n'aperçoit pas la raison pour laquelle le ministre qui a la Loterie Nationale dans ses attributions est chargé de l'exécution du projet examiné.

Annexe I

1. Il n'a pas été suffisamment tenu compte du fait que la demande peut être introduite, conformément à l'article 43/10, 1, de la loi du 7 mai 1999 précitée, par un ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ou une personne morale selon le droit d'un État membre de l'Union européenne. Il en va par exemple ainsi de la subdivision « antécédents judiciaires », qui ne prévoit qu'une vérification auprès du casier judiciaire central.

Les auteurs du projet sont invités à revoir ce formulaire afin de permettre l'introduction de la demande depuis un autre État membre de l'Union européenne.

2. Au A, III, 4), il est demandé « Avez-vous ouvert un compte auprès d'un établissement bancaire, de change, de crédit ou d'épargne établi à l'étranger ? ». Il y a lieu d'omettre le mot « ouvert » afin que la question porte uniquement sur les comptes encore ouverts à l'exclusion de ceux qui auraient été clôturés ou d'écrire, comme dans le formulaire prévu pour la demande de licence de classe F1, « Si vous avez un compte ouvert auprès d'un établissement de banque, de change, de crédit ou d'épargne établi à l'étranger, veuillez remplir le tableau suivant : ».

3. Au C.1, il y a lieu de modifier l'annexe afin de mieux faire apparaître que ces données doivent être communiquées pour chaque jeu.

4.1. Au même point, il est prévu que le demandeur de la licence mentionne le fournisseur du jeu, l'organisateur, l'opérateur, l'entreprise facilitatrice et l'huissier de justice ou le notaire.

4.2. Si les auteurs du projet adoptent le projet d'arrêté royal fixant les conditions auxquelles doivent satisfaire certains jeux proposés dans le cadre de programmes télévisés au moyen de séries de numéros du plan belge de numérotation et qui forment un programme complet de jeu, également dénommé « arrêté royal jeux téléphoniques » sur lequel la section de législation a donné l'avis 49.317/2 le 23 mars 2011, la référence à un huissier de justice ou à un notaire n'apparaît plus pertinente. En effet, si l'intervention d'un notaire ou d'un huissier de justice est prévue par l'article 8, 2, de l'arrêté royal du 12 mai 2009 fixant les conditions auxquelles doivent satisfaire certains jeux proposés dans le cadre de programmes télévisés au moyen de séries de numéros du plan belge de numérotation et qui forment un programme complet de jeu, ce n'est plus le cas dans le texte en projet qui le remplace.

4.3. L'article 43/10, 3, de la loi du 7 mai 1999 précitée prévoit que le dossier transmis avec la demande doit indiquer clairement qui est l'opérateur, l'organisateur, le fournisseur du jeu et l'entreprise facilitatrice. Cet article précise que, s'il s'agit de personnes physiques, elles doivent également jouir pleinement de leurs droits civils et politiques et, s'il s'agit de personnes morales, les administrateurs et les gérants doivent jouir pleinement de ces droits. Il y a dès lors lieu de préciser les données qui doivent être mentionnées pour ces personnes afin que la Commission dispose des éléments nécessaires pour vérifier qu'elles jouissent pleinement de leurs droits civils et politiques.

5. Au C.2, il est écrit « conformément à l'article 6 du présent arrêté ». L'annexe ne citant pas l'arrêté auquel elle est jointe, il y a lieu de mentionner l'intitulé complet de l'arrêté en projet.

Cette observation vaut également pour la seconde annexe.

6. Il y a lieu d'écrire, dans la version française, « Vu pour être annexé à notre arrêté ... » et pas « Vue pour être annexée à Notre arrêté... ».

Cette observation vaut également pour la seconde annexe.

Annexe II

Il y a lieu de faire précéder le texte de la seconde annexe par la mention « Annexe II »⁵.

⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 172.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. DELVAL, auditeur adjoint.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.483/2
VAN 27 APRIL 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 5 april 2011 door de Staatssecretaris, toegevoegd aan de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “betreffende de vorm van de vergunning klasse G1, de wijze waarop de aanvragen van een vergunning klasse G1 moeten worden ingediend en onderzocht en de wijze waarop de mediaspelen worden ingericht en beheerd, met dien verstande dat een afzonderlijke boekhouding moet worden gevoerd voor alle kansspelactiviteiten”, heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Aanbevolen wordt te zorgen voor een duidelijk, nauwkeurig, volledig en beknopt opschrift van het besluit. Door het opschrift moet het onderwerp van de tekst onmiddellijk duidelijk zijn voor de lezer ¹.

Het opschrift van het voorliggende ontwerp ("koninklijk besluit betreffende de vorm van de vergunning klasse G1, de wijze waarop de aanvragen van een vergunning klasse G1 moeten worden ingediend en onderzocht en de wijze waarop de mediaspelen worden ingericht en beheerd, met dien verstande dat een afzonderlijke boekhouding moet worden gevoerd voor alle kansspelactiviteiten"), moet verbeterd kunnen worden op het stuk van de beknoptheid. Het is aldus niet noodzakelijk eraan te herinneren dat de machtiging die de rechtsgrond van het ontwerp vormt, bepaalt dat een afzonderlijke boekhouding moet worden gevoerd voor alle kansspelactiviteiten.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-conseildetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 14.

Een opschrift mag niet de indruk doen ontstaan dat het onderwerp ervan ruimer lijkt dan het werkelijk is. In dit verband kan het gebruik van de woorden “de mediaspelen” de indruk wekken dat het gaat om alle mediaspelen, terwijl het onderzochte ontwerp alleen betrekking heeft op de mediaspelen die geëxploiteerd worden door houders van een vergunning klasse G1, dit wil zeggen in het kader van televisieprogramma's via nummerreeksen van het Belgische nummerplan en die een totaalprogramma inhouden, en niet om die welke via een andere medium geëxploiteerd worden ².

Het opschrift van het ontwerp zou, gelet op het belang van gelijkvormigheid in de opschriften van de verschillende besluiten die betrekking hebben op de verschillende klassen van vergunningen, het volgende kunnen zijn: “koninklijk besluit betreffende de vorm van de vergunning klasse G1, de wijze waarop de aanvragen voor een vergunning klasse G1 moeten worden ingediend en onderzocht en de verplichtingen waaraan de houders van deze vergunning moeten voldoen”.

Dispositief

Artikelen 1, 2 en 4

In de artikelen 1, 2 en 4 gebruikt het ontwerp de woorden “aangetekende brief”. Er moet een terminologie worden gebruikt die overeenstemt met de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen, de elektronisch aangetekende zending en certificatediensten zoals ze uiterlijk 30 juni 2011 van kracht zal zijn ³, namelijk een “aangetekende postzending”, wat het eveneens mogelijk maakt het in het ontwerp gemaakte onderscheid tussen dit type van zending en de elektronische procedure duidelijker tot uiting te laten komen.

² Artikel 2, 8°, van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers omschrijft het woord “media” als volgt: “elke radio- of televisiezender, en elk dagblad of tijdschrift waarvan de maatschappelijke zetel van de exploitant of uitgever gevestigd is in de Europese Unie”.

³ Deze bepalingen komen voor in de artikelen 38 tot 52 van de wet van 13 december 2010 tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector en tot wijziging van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatediensten. Krachtens artikel 57, eerste lid, 2°, van de voormelde wet van 13 december 2010, treden ze in werking op 30 juni 2011. Het tweede lid van artikel 57 van de voornoemde wet van 13 december 2010 machtigt de Koning evenwel een vroegere datum van inwerkingtreding vast te stellen.

Artikel 3

1. Artikel 3 van het ontwerp bepaalt dat de Kansspelcommissie eventueel bijkomende voorwaarden kan opleggen wanneer ze voor spelen een vergunning verleent.

Om toe te laten dat het verlenen van vergunningen wordt toevertrouwd aan een autonome bestuursoverheid zonder dat een politiek verantwoordelijke overheid een opportuniteitscontrole uitoefent, is het, op zijn minst, noodzakelijk dat de in aanmerking te nemen criteria om deze vergunningen af te geven zo worden omschreven dat de aldus toegekende bevoegdheid slechts weinig gegevens inhoudt die voor beoordeling vatbaar zijn ⁴.

De woorden “eventueel door het opleggen van bijkomende voorwaarden” behoren bijgevolg te vervallen.

2. Men schrijve “waarvoor de vergunning wordt verleend” en niet “waarvoor de vergunning zal worden verleend”.

Artikel 5

1. In het eerste lid van artikel 5 schrijve men “Commissie” in plaats van “Kansspelcommissie”, daar, volgens artikel 1, met de woorden “de Commissie” in het ontwerp “de Kansspelcommissie” wordt bedoeld.

2. Het zou correcter zijn te schrijven dat de houder van de vergunning een aanvraag kan indienen voor de exploitatie van andere spelen dan die waarvoor zijn vergunning geldt en dat deze vergunning aangevuld wordt met de nieuwe spelen waarvoor een vergunning wordt verleend, in plaats van te bepalen dat de vergunninghouder een aanvraag indient “om nieuwe spelen in de vergunning te laten opnemen”.

⁴ Zie advies 34.627/2 gegeven op 19 maart 2003 over het ontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 22 oktober 2003 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie (*Parl. St.*, Parl. Fr. Gem. 2002-2003, nr. 445/1).

Hoofdstuk 3

In het opschrift van hoofdstuk 3 dienen de woorden “met dien verstande dat een afzonderlijke boekhouding moet worden gevoerd voor alle kansspelactiviteiten” te vervallen.

Artikel 6

1. De eerste zin van artikel 6, namelijk "De vergunninghouder verbindt zich ertoe, tegenover de Kansspelcommissie, de volledige verantwoordelijkheid op zich te nemen met betrekking tot de inhoud van de vergunning G1", dient te worden weggelaten. De vergunninghouder is verantwoordelijk voor de organisatie van de spelen overeenkomstig de geldende regelgeving zonder dat het noodzakelijk is dat hij daarvan de verantwoordelijkheid op zich neemt.

2. Het is weliswaar toelaatbaar dat, zoals in de tweede zin te lezen staat, de vergunninghouder “met de operatoren, facilitatoren en organisatoren een protocol” dient af te sluiten “waarin de onderlinge samenwerking wordt geregeld”, maar het is evident dat een dergelijk protocol de vergunninghouder niet zou kunnen ontslaan van zijn verantwoordelijkheid.

Artikel 8

Men schrijve “voert een aparte boekhouding” in plaats van “dient een aparte boekhouding te voeren”.

Artikel 9

De termijn van tien dagen die, in principe, moet liggen tussen de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad en de inwerkingtreding heeft als bedoeling dat de adressanten van de regel er binnen een redelijke termijn kennis van kunnen nemen. De afdeling Wetgeving ziet *in casu* niet wat de noodzaak is van de onmiddellijke inwerkingtreding van het ontworpen besluit.

Artikel 10

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk om welke reden de minister tot wiens bevoegdheid de Nationale Loterij behoort, belast wordt met de uitvoering van het onderzochte ontwerp.

Bijlage I

1. Er is niet voldoende rekening gehouden met het feit dat de aanvraag, overeenkomstig artikel 43/10, 1, van de voormelde wet van 7 mei 1999, kan worden ingediend door een onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie of door een rechtspersoon naar het recht van een lidstaat van de Europese Unie. Zulks is bijvoorbeeld het geval voor de rubriek “gerechtelijk verleden” die alleen voorziet in een controle bij het centraal strafregister.

De stellers van het ontwerp wordt verzocht dit formulier te herzien om het mogelijk te maken de aanvraag in te dienen vanuit een andere lidstaat van de Europese Unie.

2. In A, III, 4), wordt de volgende vraag gesteld: “Heeft U een rekening geopend bij een in het buitenland gelegen bank-, wissel-, krediet- of spaarinstelling?”. Het woord “geopend” dient te vervallen om de vraag uitsluitend betrekking te laten hebben op de rekeningen die nog openstaan, met uitzondering van die welke afgesloten zouden zijn, ofwel dient te worden geschreven, zoals in het formulier waarin voor de aanvraag van de vergunning klasse F1 is voorzien: “Heeft U een rekening geopend bij een in het buitenland gelegen bank-, wissel- krediet- of spaarinstelling? Zo ja, vul dan onderstaande tabel in:”.

3. In C.1 moet de bijlage worden gewijzigd opdat beter zou blijken dat deze gegevens voor elk spel moeten worden medegedeeld.

4.1. In hetzelfde punt staat dat de aanvrager van de vergunning de spelaanbieder, de organisator, de operator, de facilitator en de gerechtsdeurwaarder of de notaris moet vermelden.

4.2. Indien de stellers van het ontwerp het ontwerp van koninklijk besluit aannemen tot vaststelling van de voorwaarden waaraan sommige spelen aangeboden in het kader van televisieprogramma's via nummerreeksen van het Belgische nummerplan en die een totaalprogramma inhouden, moeten voldoen, ook ‘koninklijk besluit belspelen’ genoemd, waarover de afdeling Wetgeving op 23 maart 2011 advies 49.317/2 heeft gegeven, lijkt het

niet meer relevant te verwijzen naar een gerechtsdeurwaarder of een notaris. Hoewel immers in het optreden van een notaris of een gerechtsdeurwaarder is voorzien bij artikel 8, 2, van het koninklijk besluit van 12 mei 2009 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan sommige spelen aangeboden in het kader van televisieprogramma's via nummerreeksen van het Belgisch nummerplan en die een totaalprogramma inhouden moeten voldoen, is dit niet meer het geval in de ontworpen tekst die dat besluit vervangt.

4.3. Artikel 43/10, 3, van de voornoemde wet van 7 mei 1999 bepaalt dat in het dossier dat met de aanvraag wordt overgezonden duidelijk dient te worden weergegeven wie de operator, organisator, spelaanbieder en facilitator is. In dit artikel staat dat, indien het gaat om natuurlijke personen, deze ook volledig over hun burgerlijke en politieke rechten moeten beschikken, en indien het gaat om rechtspersonen, de bestuurders en zaakvoerders volledig over hun burgerlijke en politieke rechten moeten beschikken. Er is derhalve reden om de gegevens te preciseren die voor deze personen moeten worden vermeld opdat de Commissie over de noodzakelijke gegevens zou beschikken om na te gaan of ze volledig in het bezit zijn van hun burgerlijke en politieke rechten.

5. In C 2 staat “overeenkomstig artikel 6 van dit besluit”. De bijlage vermeldt niet het besluit waarbij ze gevoegd wordt, zodat dus het volledige opschrift van het ontworpen besluit moet worden vermeld.

Deze opmerking geldt ook voor de tweede bijlage.

6. In de Franse versie schrijve men “Vu pour être annexé à notre arrêté...” en niet “Vue pour être annexée à Notre arrêté...”.

Deze opmerking geldt eveneens voor de tweede bijlage.

Bijlage II

De tekst van de tweede bijlage dient te worden voorafgegaan door de vermelding “Bijlage II”⁵.

⁵ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-conseildetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 172.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. DELVAL, adjunct- auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS